

Gérer les ruines irréversibles : Limites institutionnelles de la collapsologie

Bruno Villalba

▶ **To cite this version:**

Bruno Villalba. Gérer les ruines irréversibles : Limites institutionnelles de la collapsologie. Écologie & politique : sciences, culture, société, 2022. hal-03688923

HAL Id: hal-03688923
https://agroparistech.hal.science/hal-03688923

Submitted on 6 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Villalba, B. (2022). Gérer les ruines irréversibles: Limites institutionnelles de la collapsologie. *Écologie & politique*, 64, 37-55. https://www.cairn.info/revue--2022-1-page-37.htm

Bruno Villalba, professeur de science politique, AgroParisTech, Printemps.

Introduction

Depuis son apparition dans l'espace médiatique, au tournant des années 2015, la collapsologie a soulevé de nombreuses et vives critiques. Bien souvent, les attaques lui reprochent un manque de cohérence interne, une perspective politique déconnectée des réalités des questions sociales, etc. Paradoxalement, ces contempteurs sont néanmoins d'accord avec la gravité de la situation écologique mondiale. Mais, adoptant une position normative souvent peu explicitée, ils récusent la possibilité de l'effondrement. Et par ce fait, ils n'interrogent pas réellement les propositions politiques de la collapsologie[1].
Au contraire, dès lors que l'on accepte le présupposé effondriste – qu'il est difficile d'évacuer aussi facilement compte tenu de la dégradation du système-Terre –, il est davantage question d'entrer en dialogue avec ses thèses, afin d'approfondir cette proposition politique. Pour ce faire, nous souhaitons explorer la relation entre effondrement et institution, qui nous semble l'une des apories les plus importantes de ce courant politique. Par institution nous entendons les structures formelles qui encadrent l'organisation d'une société, participent à sa gouvernance et permettent d'assurer une certaine viabilité du groupe. On songe bien évidemment à l'État et aux appareils bureaucratiques (de la sécurité à la justice par exemple). Cela concerne aussi les institutions du savoir (comme les universités ou les centres de formation spécialisés dans les sciences et techniques). Ces institutions sont des organismes déterritorialisés (du niveau national au niveau supra-national), là où les collapsologues valorisent la gouvernance locale. Ces institutions nécessitent une délégation du pouvoir d'intervention (logique représentative), alors que les collapsos insistent sur l'autodétermination locale. Ces institutions participent à la construction d'une perspective temporelle essentielle dans l'élaboration d'une communauté ; elles sont censées assurer la permanence du groupe, au-delà des vicissitudes conjoncturelles. Ainsi, en situation d'effondrement, on pourrait attendre d'elles qu'elles prennent en charge cette continuité du groupe, notamment grâce à leurs puissances d'intervention et de coercition légitime. Elles pourraient donc trouver grâce dans les écrits des collapsologues qui pourraient ainsi leur conférer une place centrale dans la gestion des effondrements. Or, on peut aisément soulever l'absence de réflexion sur les institutions étatique dans les principaux écrits de la collapsologie[2]. Soucieux de présenter des réponses au niveau de l'individu, les collapsologues minimisent la fonction centrale de régulation de ces institutions, et cela concerne aussi les conditions de maintien des outils régaliens, de leur financement, de leur sécurisation…

[1] Dont nous avons essayé par ailleurs d'en montrer les limites politiques et empiriques, Villalba B., *Les collapsologues et leurs ennemis*, Paris, Le Pommier, 2021.
[2] Larrère C., Larrère R., *Le pire n'est pas certain. Essai sur l'aveuglement catastrophiste*, Paris, Premier Parallèle, 2020, p. 126 et s. Mais ils oublient eux-mêmes le rôle central des instances supra-nationales tout, comme la capacité de ces institutions à garder dans le temps leur capacité d'intervention.

Comment expliquer cette minimisation ? C'est-à-dire non pas une absence totale de cette question, mais la relégation de son importance par l'affirmation d'autres priorités d'intervention. Et comment comprendre cette minimisation dès lors qu'elle semble contradictoire avec la possibilité même d'atténuer les chocs résultant des effondrement ? Cela résulte tout d'abord d'une surdétermination de l'espace local, comme lieu central de construction de la résilience face aux effondrements. De fait, on va valoriser les expérimentations de transition écologique à l'échelle d'un territoire que les individus pourraient s'approprier (régulation des productions de base, gouvernance démocratique directe, etc.). On maintient ainsi l'utopie transformatrice des espaces de vie immédiats ; nous illustrerons ce point de vue en filant la métaphore du récit popularisé par les thèses d'Anna Tsing sur « la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme ». Cet imaginaire de l'agencement toujours possible est cependant sérieusement écorné dès lors qu'on prend en considération d'autres ruines, celles caractérisées par leur irréversibilité. Celles-ci posent clairement le rôle des institutions étatiques dans la capacité de gérer des menaces qui conditionnent la viabilité même de ces expérimentations locales. De plus, si l'on considère la première fonction de ces institutions, à savoir s'assurer la sécurité générale sur un territoire considéré, on réalise alors combien la prise en compte de la question de la violence est encore délicate dans les récits collapsologues. Cette confrontation permettra de voir quelles pistes pourraient être sillonnées par la sphère collapsologue pour revaloriser la place des institutions.

Des ruines réversibles aux ruines irréversibles

On peut bien sûr sélectionner les « ruines » que l'on va mettre en scène, en insistant sur la possibilité de réapprendre à vivre à partir d'elles et entre elles. On peut ainsi imaginer composer avec les « forêts industrielles à l'état de ruine [1]» du capitalisme. À condition toutefois de considérer ces ruines comme inertes (et laissant ainsi l'opportunité à la vie de se développer), comme localisées (permettant ainsi l'élaboration d'une géographie de la connexion), comme contingentes (dissociées de la complexité), comme provisoires (elles finiront par disparaître physiquement) et comme des perturbations réversibles[2] (laissant la possibilité d'inventer de nouvelles formes d'agencement). Ces ruines seraient ainsi indéterminées et hétérogènes dans leurs conséquences, laissant toujours une marge d'autonomie aux acteurs humains et non humains. Dans cette perspective, il est encore possible d'imaginer de maintenir certaines interdépendances et d'en inventer de nouvelles[3]. Il est alors tout à fait possible d'envisager de redonner du sens à des environnements de vie, de « refaire monde » sur les ruines du capitalisme[4].
Cependant, on peut regretter cette approche sélective des ruines en question. On peut aussi déplorer le regard rétrospectif porté sur ces ruines, à défaut d'envisager la construction de *futures ruines*. On peut estimer que cette réduction limite la prise en

[1] Tsing Lowenhaupt A., *Le champignon de la fin du monde : sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, La Découverte, 2017, p. 303.
[2] « des patchs de paysage émergent de ces perturbations. » p. 231 et « la perturbation peut autant renouveler des écologies qu'en détruire. » p. 241-242, selon Tsing, *op. cit.,* 2017. La perturbation est perçue à travers une vision paysagère, dans laquelle la destruction définitive par la technique n'a pas sa place.
[3] Tsing, *op. cit.,* 2017 : elle évoque l'atome (« La bombe d'Hiroshima a tout changé. D'un seul coup, on a pris conscience que les humains pouvaient détruire toute possibilité de vie, de viabilité sur la planète, que ce soit de manière intentionnelle ou non » p. 33), mais sans évoquer Nagasaki et sans que la question de l'atome ne structure sa démonstration autour des « ruines », ces « espaces abandonnés su seul point de vue de la production de ressources » p. 38.
[4] Mais il faudrait aussi prendre en compte les ruines du communisme, qu'il soit soviétique ou chinois…

compte d'autres ruines dont la nature et les effets sont sans commune mesure avec ces ruines anciennes.
Ces autres ruines se caractérisent par leur menace permanente, par leur hétéronomie de nuisance, par leur inertie immuable. Elles ne proviennent pas d'une destruction ponctuelle (telle ou telle forêt), d'une lente érosion de l'histoire (les ruines des anciens empires), mais d'une irruption soudaine d'une puissance technique déchaînée. Il ne s'agit plus de ruines "historiques", figées dans le passé qui les a créés, liée à une explication des rapports de forces économiques, mais de ruines qui risquent de perturber perpétuellement nos possibilités même de construire d'autres expériences de vie (où tout en moins de limiter nos choix). On ne peut plus composer avec elles dans une négociation locale (comme ces cueilleurs de champignon décrit par A. Tsing), en jouant avec les marges d'action qu'elles nous laissent. Une fois qu'elles sont réalisées, ces ruines s'installeront définitivement dans le paysage et perturberont durablement tous les êtres vivants. À très longue échéance, elles finiront bien, comme toutes les autres ruines, par disparaître ; mais ce sera une disparition esthétique, physiqueme, car elles continueront à avoir une action invisible, nocive et continue (radiations, contaminations chimiques…).
Au contraire, nous devons composer avec des *ruines irréversibles*, comme autant de points de repères incontournables pour imaginer une transition durable. La viabilité de celle-ci devrait s'élaborer à partir de la permanence de ces *ruines irréversibles* : leurs rythmes, leurs temporalités, leurs exigences, qui ne se plient pas à une vision purement scalaire. Ces ruines ne sont plus passives dans le paysage, simples accessoires pour illustrer l'inventivité des groupes humains. Elles deviennent, en raison de la multiplicité de leurs conséquences tant écologiques que sociales (risques techniques et sanitaires, coûts exorbitants, évolutions écologiques…), prépondérantes dans la construction de récits de transition. Qu'importe qu'elles soient loin, elles bousculent les frontières. C'est bel et bien à une déconstruction profonde de la notion de frontière que cette situation irréversible impose. Il n'y a plus *d'ailleurs* – c'est donc une remise en cause de la priorité « *ici et maintenant* » tant déclinée dans la littérature collapsologiste. L'atténuation de la menace des produits fissiles s'impose comme une priorité dans l'élaboration de politiques de transition[1]. Elles représentent bien un enchevêtrement commun aux communautés humaines, mais avec cette particularité que ce commun ne résulte pas d'un choix positiviste (ce qui est bon à mettre en commun) mais d'une contrainte négative (ce que nous devons obligatoirement gérer en commun). Enfin, cela interroge la viabilité des agencements espérés (même ceux des collapsologues), de ces multiples possibles élaborés essentiellement à partir de ruines historiques, dès lors qu'ils minimisent ces *ruines irréversibles*. S'il faut construire « à partir de ce qu'il reste » pour « fabriquer des mondes [2]», encore faut-il ne pas opter pour une sélection positive de ce qu'il reste (ce qui a subsisté malgré la pression capitaliste), mais partir de ce qui nous contraint (ce qui demeure au-delà du capitalisme[3]).
Comment imaginer la permanence du matsutake, le champignon de la fable d'A. Tsing, et des sociabilités de cueilleurs, lorsqu'on le confronte à l'archétype de cette ruine irréversible qu'est la matérialité de l'atome civil ou militaire ? Car désormais, *Hiroshima est partout* déplore Günther Anders : « Hiroshima ne désigne pas une ville, mais l'état de

[1] On peut saluer les efforts de la ville de Grande-Synthe, en matière de biodiversité et d'actions sociales ; à ses portes, il y a quatorze usines SEVESO et six réacteurs atomiques… De plus, le prolongement de l'exploitation des réacteurs nucléaires les fait entrer dans une phase de vieillissement inconnue.
[2] Tsing, *op. cit.,* 2017, p. 253.
[3] On peut continuer à dénoncer le capitalisme de captation, de financiarisation, etc. Comment dénoncer ce capitalisme de désolation, celui issus de la production de cycle de destruction massif, de longue durée ?

[notre] monde, et [nous comprenons] enfin que [nous] aussi [habitons] Hiroshima. [1]». Cet état du monde est celui de la menace permanente et globale de l'annihilation nucléaire. Mais il serait illusoire de distinguer l'atome civil du militaire : c'est un même processus aux conséquences partagées. Désormais, la présence de la bombe nucléaire, des infrastructures nucléaires civiles et des déchets est à la fois mondiale et permanente. Et les conséquences de leur utilisation sont « supraliminaire », explique Anders, c'est-à-dire au-delà de nos capacités de représentations, forgées par une morale et une philosophie technique dépassées. Nous pourrons, un temps effacer le souvenir de la bombe, raser les ruines et reconstruire[2]. Mais cela ne sera qu'une parenthèse : « Les choses visibles, les nouvelles maisons détournent ce qui a été (…) Tout paraît "temporellement neutre", c'est-à-dire que tout à l'air d'avoir été comme ça de toute éternité ; (…) L'histoire est falsifiée vers l'amont (…). [3]». Comment accepter de voir la démesure de la présence nucléaire, que ce soit sur l'évolution de la puissance de destruction[4], sur l'augmentation du poids des déchets nucléaires[5], sur la dissémination des armes atomiques[6]… ?

Si nous avons pu faire disparaître les traces des premières explosions atomiques, la multiplication des possibilités de ces destructions, la puissance actuelle des bombes, alliée à l'effondrement de la capacité des systèmes politiques à reconstruire après les explosions à venir (par faiblesse, par manque de moyen, par défaut logistique…) imposent une autre perspective sur la manière de gérer les infrastructures nucléaires civiles et militaires et leurs conséquences dans le temps[7]. Cela témoigne d'une incompréhension de l'inadéquation de l'échelle temporelle de la politique (répondre à des échéances proches) et celle de la technique (présence des ruines nucléaires pour des milliers d'années).

Ces menaces, et les ruines qu'elles laissent entrevoir, sont donc communes, dans le sens large du terme, non pas comme des enclaves localisées, gérables par une communauté particulière (un État par exemple), mais communes aussi par le poids qu'elles imposent à toutes les communautés. Les sphères d'impact de ces ruines participeront à une forme de connexion, qui fera converger les conséquences néfastes. Loin d'être passives, ces ruines continueront à peser sur la capacité d'organisation des sociétés locales. Elles marquent l'une des principales étapes de l'anthropocène[8].

La collapsologie contribue pourtant elle-aussi à colporter cette mythologie des multiples agencements possibles[9] – des rassemblements toujours ouverts, polyphoniques, d'un

---

[1] Anders G., *Hiroshima est partout*, Paris, Le Seuil, 2008, p. 184.

[2] Villalba B., « Les ruines effacées de la bombe. Günther Anders et la reconstruction d'Hiroshima », 2020, https://topophile.net/savoir/les-ruines-effacees-de-la-bombe-gunther-anders-et-la-reconstruction-dhiroshima/

[3] Anders G., *Hiroshima est partout*, Paris, Le Seuil, 2008, p. 142.

[4] 3300 : c'est le nombre de bombes d'Hiroshima qu'il faudrait pour atteindre la puissance de la Tsar Bomba, la bombe H la plus puissante : 50 mégatonnes. 13 000 têtes nucléaires sont actuellement en service dans le monde… 2000 essais nucléaires ont été réalisés dans le monde depuis 1945…

[5] Greenpeace France, *La crise mondiale des déchets nucléaires*, janv. 2019.

[6] Dupuy J.-P., *La guerre qui ne peut pas avoir lieu : Essai de métaphysique nucléaire*, Paris, Desclée De Brouwer, 2019

[7] Anders G., *La violence : oui ou non. Une discussion nécessaire*, Paris, Fario, 2014.

[8] Waters N. C., Syvitski J. P. M., Gałuszka A., G. J. Hancock, J. Zalasiewicz, A. Cearreta, J. Grinevald, C. Jeandel, J. R. McNeill, C. Summerhayes & A. Barnosky (2015) Can nuclear weapons fallout mark the beginning of the Anthropocene Epoch?, *Bulletin of the Atomic Scientists*, 71:3, 46-57.

[9] Coutrot Th., Flacher D., Méda D. (dir.) *Pour en finir avec ce vieux monde : les chemins de la transition*, Paris, Utopia, 2011 ; Frémeaux Ph., W. Kalinowski, A. Lalucq, *Transition écologique, mode d'emploi*, Les Petits Matins, 2014 ; Dion C., *Demain. Un nouveau monde en marche*, Arles, Actes Sud, 2015 ; « L'avenir sera à petites échelles, partout », entretien avec P. Servigne, par A. Lacoste Jeanson et N. Roland, *Revue Du Comptoir*, n°3, 2018 ; Dossier J., *Renaissance écologique 24 chantiers pour le monde de demain*, Arles, Actes Sud/Colibri, 2019, etc. Voir aussi les documentaires à succès *Demain* et *Après-demain* (dont la tonalité est

renouvellement des possibles selon A. Tsing. Mais n'est-elle pas écornée par la permanence des futures ruines de la civilisation thermo-nucléaire (sans oublier les contaminations chimiques[1]…)[2], par la démesure de leurs conséquences (radiations, désolations, etc.) ? Car, si l'on en croit les sombres prévisions des collapsologues, nous ne sommes pas en présence de ces simples ruines que l'on pourrait revitaliser avec « des perturbations à faible échelle qui pourraient faire sortir de l'aliénation tant de gens, par l'élaboration de transformations mutualistes à nouveau possibles »[3].

La question nucléaire (civil ou militaire, mais l'un peut-il être sérieusement dissocié de l'autre ?) est, comme le souligne justement Philippe Pelletier « ce sujet est le grand absent de l'ouvrage de Servigne et Stevens (2015) [4]». Mais à la différence de Pelletier, nous estimons que le principaux défaut de cette absence ne réside pas dans la dénonciation du système pro-nucléaire (et sa logique néolibérale), mais essentiellement par l'absence de capacité d'anticipation sur les conditions de gestion des déchets, des centrales, des zones contaminées, pendant des décennies, alors même que le complexe industriel nucléaire connaîtra lui aussi les effets de l'effondrement (combien de temps les digues qui protègent les centrales proches des mers pourront être entretenues afin de les protéger ? Combien de temps l'expertise nucléaire pourra être entretenue et transmise ? Nous sommes là face à un macro-système technique dont les ramifications témoignent de la complexité des savoirs techniques dans notre société : il faut se doter d'important moyens (financiers, techniques et humains) pour maintenir une culture scientifique de ces risques, former des ingénieurs, les doter de moyens énormes pour assurer la simple continuité de ces infrastructures, consacrer d'énorme moyens aussi pour en assurer la sécurité intérieure et extérieure… Comment tout cela pourra être maintenu en fonctionnement afin d'éviter simplement les accidents nucléaires d'ampleur ? Il appartiendrait aux collaposologues de proposer des solutions viables pour faire face à ces menaces qui pèsent sur la viabilité de toutes les expériences de résiliences locales.

Alors même que la collapsologie ne cesse d'insister sur les conjonctures inattendues créées par les situations d'effondrement, on peut regretter la trop faible présence des plans de gestion dans le temps long de ces édifices nucléaires, afin d'éviter leur transformation en futures ruines. Certes, les discours collapsologues sont déjà suffisamment désespérants : peut-on encore aller un peu plus loin dans l'alourdissement des constats présent et à venir ? Peut-on encore insister un peu plus sur l'étroitesse des marges de manœuvre à notre disposition, dès lors qu'on prend en considération l'omniprésence de ces menaces ? Ces discours devraient, comme les y invitent à juste titre certains collapsosceptiques, aller plus loin dans la construction de formes de résistance à l'emprise du capitalisme, afin notamment de réduire l'ampleur des *ruines irréversibles* à gérer.

---

déjà un peu plus réaliste)… Dans tous cette production, la question nucléaire est à peine évoquée et ne constitue jamais un sujet de réflexion sur la viabilité des expérimentations valorisées.

[1] Boudia S., Jas N., *Gouverner un monde toxique*, Versailles, Quæ, 2019.

[2] D'autres sont plus sociales, comme la pression démographique. Sauf à envisager une réduction drastique de la population mondiale (comme l'envisage sans filtre Yves Cochet), comment gérer le poids de ces multitudes, de leurs déplacements, de leurs besoins légitimes à satisfaire ? comment apprendre à concilier le local auto-géré et les enjeux démographiques planétaires ?

[3] Tsing, *op. cit.,* 2017, p. 374.

[4] Pelletier Ph., *Effondrement et capitalisme vert. La collapsologie en question*, ed. Nada, 2020, p. 17. On pourra d'ailleurs d'étonner que cette absence ne soit pas relevée par C. Larrère et R. Larrère (*op. cit.*, 2020), dont la position sur cette question centrale n'est pas très explicite. Mais il est aussi curieux que la question atomique soit quasiment absente de la critique anti-collapso. Pourtant, cette réalité exprime le mieux la question de l'irréversibilité mais elle heurte de plein fouet la certitude continuiste de ces contempteurs.

Institutionnaliser la gestion des ruines irréversibles

Comment, du point de vue des collapsologues, construire une réponse institutionnelle pour assurer la maintenance des menaces et éviter leur transformation en *ruines irréversibles* ?

La gestion des situations présentes qui rendent possible la réalisation de ces ruines futures est difficile à appréhender et à institutionnaliser. La collapsologie propose une tentative pour transformer les situations d'effondrement en politique. Elle anticipe sur ces futures ruines. Et c'est en cela que réside sa principale originalité politique. La transition qu'elle envisage ne s'adosse pas à l'hypothèse d'une possible continuité dans l'administration de la modernité technique (potentialité pour le progrès de façonner un commun rédempteur) ; elle met en avant l'impossibilité matérielle de la maintenir dans le temps long. La temporalisation de l'effondrement est cette fois inattaquable : nous sommes contraints désormais de gérer les conséquences de ces produits de la modernité qui nous ont fait entrés dans « le temps de la fin » selon Anders, c'est-à-dire dans un temps permanent du risque de l'anéantissement mondial.

Ainsi, les collapsologues évoquent régulièrement un horizon de moyen terme pour construire une bifurcation salutaire[1]. Yves Cochet prend le risque de présenter une temporalité de cet effondrement : « la période 2020-2050 sera la plus bouleversante qu'aura jamais vécu l'humanité en si peu de temps. À quelques années près, elle se composera de trois étapes successives : la fin du monde tel que nous le connaissons (2020-2030), l'intervalle de survie (2030-2040)[2], le début de la renaissance (2040-2050). » (p. 115). « À quelques années près » précise-t-il. Les critiques se moquent aisément de ces erreurs dans le calendrier effondriste. Au final, confusion et contradiction domineraient. L'imprécision temporelle marque l'imprécision du récit catastrophiste et donc, à partir de cette imprécision factuelle, on peut remettre en cause l'ensemble du récit. On voit toute la difficulté de la méthode collapsologiste, basée à la fois sur l'importance de la donnée temporelle de longue durée (l'effondrement comme processus lent de délitement des structures fondamentales d'une société en lien avec son environnement naturel), celle de l'accélération (le court terme des points de bascule), du compte à rebours (le temps qui est encore disponible pour décider) et du délai (différer constamment les situations d'irréversibilité). Les récits collapsologistes ont tendance à mélanger ces différentes temporalités, ce qui peut provoquer l'impression d'une incertitude, voire d'une incohérence, dans la démonstration d'ensemble. Mais, comme le montre très bien Gabriel Salerno, l'effondrement n'est pas uniforme et prends des formes différentes selon les contextes historiques, écologiques, les formes d'organisation internes (pouvoirs politiques et religieux notamment), les compétitions entre territoires,

[1] Les premiers écologistes politiques, comme René Dumont, fixent l'horizon de l'effondrement au tournant des années 2000 ; au milieu des années 1990, Teddy Goldsmith estime qu'il reste 5000 jours pour changer les choses ; en 2009, Grandjean et Jancovici nous donnent trois ans (Grandjean A., Jancovici J.-M., *C'est Maintenant ! 3 ans pour sauver le monde*, éditions Seuil, 2009). Les scientifiques ne sont pas en restent : le Giec estime, à chaque rapport, qu'il reste dix ans pour agir…

[2] « la deuxième étape, dans les années 2030, s'annonce comme la plus pénible, compte tenu du brusque abaissement de la population mondiale (à cause des épidémies, des famines, des guerres), de la déplétion des ressources énergétiques et alimentaires, de la perte des infrastructures (y aura-t-il de l'électricité en France en 2035 ?) et de la faillite des gouvernements. Ce sera pour l'humanité une période de survie précaire et malheureuse au cours de laquelle l'essentiel des ressources nécessaires proviendront de certains restes de la civilisation industrielle (…) L'activité quotidienne se résumera à chercher un abri, une eau et une nourriture saines, et à lutter contre le froid. (…) Nous omettrons les descriptions atroces des rapports violents consécutifs à la cessation de tout service public et de tout autorité politique. » (Cochet, Y., *Devant l'effondrement. Essai de collapsologie*, Paris, Les liens qui libèrent, 2019, p. 116-117).

etc. Les effondrements ne sont ni globaux, ni communs, ni homogènes. Ils connaissent des phases historiques différentes, ont des conséquences variées (parfois même positives, comme l'essor de nouvelles formes d'écritures) et constituent plutôt « un phénomène complexe et multiforme qui se décline à différentes échelles d'espaces et de temps, à la façon d'une *matriochka* [1]». La condition actuelle amplifie ces mécanismes en raison de la mondialisation des liens et des situations communes. Les critiques confondent régulièrement l'annonce de la fin du monde (comme l'apocalypse), la catastrophe (comme évènement ponctuel prévisible mais incertain dans sa réalisation) et l'effondrement (réduction de la complexité socio-politique d'une société qui produit sa dissolution au regard du niveau de sophistication atteinte auparavant)[2].

Cependant, même la collapsologie a tendance à sous-évaluer le poids déterminant des *ruines irréversibles* issues de cette modernité technique. Ce décalage est à prendre en considération, afin de pouvoir en comprendre la faiblesse dans le diagnostic d'effondrement et dans le panel des solutions proposées. Il faudrait approfondir les raisons de cette caractérisation négative paradoxale, c'est-à-dire à la fois l'inclusion de la potentialité de ces ruines dans le constat préliminaire des conditions d'effondrement et sa progressive relégation dans les perspectives d'action.

Ainsi, les livres et documentaires mettant en avant les politiques de transition[3] minimisent la place de ces dispositifs techniques à la source de ces *ruines irréversibles*. On trouve, généralement, une critique rapide et convenue du nucléaire, principalement civil[4]. Les théories de l'effondrement convoquent cependant rarement la possibilité d'une explosion solitaire (de type Tchernobyl), rarement le risque d'anéantissement de l'espèce humaine par les explosions nucléaires en cascades des 400 centrales que compte la planète[5] et n'examinent jamais les conséquences de l'écroulement de la capacité de gestion de cette menace par les institutions politiques, scientifiques et économiques. Même les récits dystopiques laissent dans l'ombre cette présence diffuse de la menace nucléaire[6]. De faits, les défaillances de ces infrastructures nucléaires ne sont

---

[1] Salerno G., *Effondrement… c'était pour demain ?*, Lausanne, éd. d'En Bas, 2021, p. 114.

[2] Une lecture attentive du livre éclairant d' H.-S. Afeissa, *La fin du monde et de l'humanité. Essai sur la généalogie du discours écologique*, Paris, PUF, « L'écologie en question », 2014, pourrait pourtant permettre de clarifier les termes du débat.

[3] Par exemple, ces enjeux ne constituent pas une veine centrale dans les documentaires Demain et Après-Demain. On peut d'ailleurs relever que la question nucléaire a été évacuée du débat de la Convention citoyenne pour le climat : la question du nucléaire n'était pas un "levier" primordial pour définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Ni sur le plan budgétaire, ni sur le plan technique, ni sur le plan des risques, ni sur le plan démocratique.

[4] J. Bendell (*Adaptation radicale. Effondrement : comprendre, ressentir, agir*, Paris, LLL, 2020) précise que les travaux sur ce sujet évoquent seulement des catastrophes survenues dans des centrales, comme Tchernobyl ou Fukushima (p. 55). Voir aussi Servigne P., « Le nucléaire pour l'après-pétrole », *Barricade*, février 2014. La question de l'atome militaire n'est pas évoquée.

[5] https://guymcpherson.com/means-of-extinction-nuclear-facilities-implode/ (consulté le 27 juin 2021).

[6] La série de comic books *The Walking Dead* (de R. Kirkman, T. Moore et C. Adlard) et son adaptation en série télévisée, malgré une incroyable richesse sur la question de la régulation des rapports politiques face aux zombies, n'aborde pas la question du nucléaire. Seule la série *Z Nation* traite cette dimension dans *Centrale nucléaire activée* (Saison 1, ép. 10, 2015), avec une fin dérisoire… De leur côté les habitants de la série *Jericho* (2006) font face aux conséquences d'une attaque nucléaire (dont les radiations disparaissent comme par magie…) qui désorganisent toute l'organisation du pays. D. W. Drezner, professeur de politique internationale, imagine les conséquences de l'irruption des Zombies et propose quelques « tests de résistance » des principales théoriques internationales de régulation des conflits (*Theories of International Politics and Zombies*, Princeton University Press, 2011). Mais il n'évoque pas la question prosaïque de la maintenance des centrales… Borzakian Manouk, *Géographie zombie, les ruines du capitalisme*, Paris, Playlist Society, 2019, dans un essai percutant, ne l'évoque pas non plus.

pratiquement jamais confrontées aux options valorisées par les collapsos : la possibilité de constituer des collectifs viables, d'élaborer des résiliences locales durables[1], d'inventer des agencements possibles ne sont pas évaluées à l'aune de la puissance destructrice de ces ruines. La climatisation des rapports politiques[2], cette propension à percevoir le rapport à l'écologie à partir de la question du dérèglement climatique, participe pleinement à cette minimisation de la présence de ces menaces et des *ruines irréversibles* qu'elles produiront. Car il est plus facile de s'adapter à cette menace climatique, car elle offre davantage de possibilité de négociation avec son territoire, avec d'autres collectifs humains et non humains. On peut toujours construire des récits légitimant des expérimentations locales dès lors qu'elles mettent en scène la convivialité, l'entraide, la solidarité relationnelle avec les non-humains… Malheureusement, « il commence à faire sombre dehors [3]».

La collapsologie devrait davantage participer à cette réflexion sur les conditions d'institutionnalisation de ces menaces. Comment assurer la maintenance indéfinie d'une partie des infrastructures de la civilisation industrielle (institutions de recherche, mais aussi routes et approvisionnement énergétiques…) indispensables à la gestion de ces réservoirs de périls aux conséquences catastrophiques que constituent l'atome civil et militaire ? Comment assurer la continuité de la gestion des menaces permanentes que représentent ces infrastructures techniques, par-delà la désorganisation des institutions politiques et de l'expertise scientifique engendrées par les situations d'effondrement ? Comment assurer l'allocation de ressources financières conséquentes pour assurer cette maintenance afin d'éviter la production de *ruines irréversibles* [4] ? Comment continuer à puiser dans les ressources naturelles (en eau notamment) pour assurer la sécurisation de ces outils ? Quels seront les moyens mis à disposition pour assurer la maintenance du parc électronucléaire mondial, si les effondrements se multiplient, perturbant constamment les possibilités de gestion, d'entretien, de réparation, et ce sur des périodes longues[5] ?

---

[1] Perçue comme la capacité d'un système à faire face au changement et à continuer à se développer, ce qui témoigne des formes de résistance et d'adaptabilité d'un système.

[2] Stefan C. Aykut, *Climatiser le monde*, Paris, ed. Quae, 2020.

[3] Anders G., « L'avenir pleuré d'avance », in *La menace nucléaire. Considérations radicales sur l'âge atomique*, ed. Le Serpent à Plumes, (1961) 2006, p. 32.

[4] Greenpeace France souligne que « les coûts liés à la gestion et au stockage définitif des déchets nucléaires, notamment du combustible irradié, augmentent constamment. Ce qui est clair, c'est qu'aucun pays ne dispose d'une estimation crédible de la totalité des coûts qui seront supportés pour gérer les déchets nucléaires pendant de nombreuses décennies, voire des siècles. » (*La crise mondiale des déchets nucléaires*, janv. 2019, p. 9). D'après la Cour des comptes, fin 2013, le total des charges brutes pour la gestion des déchets à long terme s'élevait à 32 Mds €, dont 26 Mds à financer par EDF (81%). C'est sans compter les charges de gestion des combustibles usés : estimées à 16 Mds d'euros par EDF au 31 décembre 2013. Enfin, en ce qui concerne le coût du projet Cigéo d'enfouissement en couche géologique profonde des déchets HAVL et MA-VL : en 2015, l'ANDRA l'estimait à 35 Mds d'euros. Mais en 2016, le gouvernement fixait, par décret, le coût de Cigéo à 25 Mds d'euros.

[5] La catastrophe nucléaire provoquée par un violent séisme en 2011 va coûter quelque 170 milliards d'euros au Japon. Les fonds nécessaires notamment à l'indemnisation des victimes et au démantèlement de la centrale de Fukushima Daiichi sont désormais estimés à plus de 20 000 milliards de yens (170 milliards d'euros). En 2013, le ministre du commerce avait estimé à 92 milliards d'euros le coût de la catastrophe, dont 45 milliards d'indemnisations, 21 milliards pour la décontamination, 9,2 milliards pour la construction d'un lieu de stockage des sols contaminés et 16,8 milliards pour le démantèlement de la centrale. En 2016, le gouvernement japonais a presque doublé son estimation du coût de la catastrophe… (*Le Monde*, 28 novembre 2016). 1 millions de tonnes d'eau contaminée à Fukushima rejetée dans la mer en ce début de mois de septembre 2019. Où est l'innovation face à ce scandale écologique ? Où sont les alternatives techniques ? Cela n'empêche pas le Japon de redéployer son programme nucléaire… La gestion des conséquences sur les milieux marins n'est pas évoquée… Les non humains marins attendront… Voir les chiffres sur l'évaluation d'un accident nucléaire en France :

Comment « l'État nucléaire »[1] pourra-t-il assurer sa capacité à prendre en charge la gestion des multiples périls qu'il a contribué à installer ? L'éclatement de l'empire soviétique avait déjà mis en évidence toutes ces carences : on assiste à une dilution de la responsabilité, jusqu'à la disparition de toute intervention d'une quelconque autorité étatique, au profit d'une course à la marchandisation des multiples produits de la filière nucléaire[2].

Avec quels moyens pourrons-nous assurer la sécurisation des prochains Tchernobyl[3] et Fukushima[4] ? Le collectif Arkadi Filine démonte la pensée productiviste et bureaucratique nucléocrate à différents niveaux (catastrophe, gestion, réhabilitation, liquidation, acceptation, etc). Il insiste sur les dispositifs utilisés pour faire oublier la menace même des suites de la catastrophe (« Catastropher, liquider, évacuer, réhabiliter, banaliser » pour Tchernobyl et « "démanteler, repeupler, étudier, célébrer » pour Fukushima)[5]. Tchernobyl révèle les raideurs bureaucratique, l'inertie institutionnelle, les carences en matière de sécurité issue d'une absence de volonté de remettre en cause l'autorité. Mais cet accident témoigne aussi des incohérences techniques qui s'allient avec un relâchement de la discipline scientifique. L'écrivain Japonais Sabu Kohso[6] met en perspective l'explosion locale de Fukushima avec sa portée nationale, géopolitique et historique. Loin d'être un accident isolé, il témoigne de la « radiation » du monde moderne, portée par une économie mondiale prométhéenne, née d'un dispositif de la fusion nucléaire du capitalisme et de l'État. Cela entrerait en contradiction avec les forces humaines et terrestres qui tentent de survivre et vivre. Il insiste sur le fait que l'anthropocène est l'âge de la radiation : « radiations nucléaires et irradiation des luttes ». Le pluriel (Tchernobyl+Fukushima) a donc toute son importance : ce n'est pas un accident qui doit être envisagé mais la somme des dérives techniques qui frapperont ces sites dès lors qu'il viendra à manquer quelques éléments clés de la chaîne complexe du macro-système nucléaire. Il n'est plus simplement question d'envisager la possibilité technique de l'utilisation de la bombe (elles ont déjà eu lieu), ou de l'accident civil (ils ont déjà eu lieu), mais de prendre en compte la permanence de l'existence de ces menaces cumulées.

Il faudrait programmer en urgence la dénucléarisation systématique et immédiate à l'échelle nationale comme internationale afin de limiter le stock de ces futures ruines. L'actualité internationale témoigne qu'on est loin de cette option politique. Au contraire, la question climatique permet de relancer l'utopie d'une civilisation industrielle acroissante (selon les récits de Jean-Marc Jancovici par exemple), avec le nucléaire comme ressource centrale.

C'est pourquoi il est nécessaire que la collapsologie se saisisse résolument et prioritairement de la question atomique et de la violence qu'elles imposent à l'échelle

---

http://www.sfen.org/sites/default/files/public/atoms/files/note_synthese_sfen_st8_acc_nucleaire_version_fevrier_2015.pdf

[1] Lepage C., *L'État nucléaire*, Paris, Albin Michel, 2014.

[2] Urbanowicz Ch., *L'empire nucléaire éclaté*, Paris, Michalon, 1995. L'auteur montre les défaillances généralisées dans la gestion du nucléaire civil et militaire à la suite de l'éclatement de l'empire soviétique.

[3] La catastrophe de Tchernobyl aurait coûté 700 milliards de dollars en 30 ans, estime l'ONG Green Cross (Jonathan M. Samet, Joann Seo, *The Financial Costs of the Chernobyl Nuclear Power Plant Disaster: A Review of the Literature*, https://www.greencross.ch/wp-content/uploads/uploads/media/2016_chernobyl_costs_report.pdf). Le coût humain est lui encore largement controversé…

[4] Filine Arkadi, *Oublier Fukushima. Textes et documents*, Le Mas d'Azil, Les éditions du bout de la ville, 2012.

[5] Filine Arkadi, *Oublier Fukushima. 10 ans après les jeux olympiques du nucléaire*, Le Mas d'Azil, Les éditions du Bout de la ville, 2021 (éd. revue et augmentée).

[6] *Radiations et révolution*, Paris, éd. Divergences, 2021.

planétaire. Qu'elle prenne la mesure de la viabilité des expériences de résilience locale[1] à l'aune non pas de l'ombre que ces menaces font peser sur elles, mais leur réalité effective[2]. Qu'elle produise une politique d'anticipation qui, selon la méthode d'Anders, « conjugue la pensée au futur antérieur, [qui] oblige à se projeter en avant, plus loin qu'évènements et actions, au-delà de leurs advenues, afin de pouvoir en raconter déjà l'histoire : elle présuppose que quelqu'un sera encore là pour l'écrire. [3]» Une telle anticipation va bien au-delà d'une projection simplifiée de la résilience par l'adaptation pacifiée de territoires restreints, mais prend en compte la dimension globale de la menace. Qu'elle participe à l'élaboration d'une politique de contrôle de ces dangers continus, en dépit des situations d'effondrement à venir. Une telle politique supposerait de réévaluer les priorités de l'investissement dans les stratégies de transition.

Pour élaborer une telle réponse, la collapsologie doit ainsi préciser la manière dont elle conçoit le fonctionnement des institutions politiques. La perception des institutions est surtout normative (par leur pouvoir d'imposition des normes à un groupe) : « les institutions englobent des structures aussi diverses que les religions, les États, les marchés, les systèmes juridiques, les droits de propriété, les syndicats, les corporations, les règlements intérieurs, les chartes, etc. Grâce à elles, les normes sociales se figent dans le marbre et survivent aux individus.[4]» Cette fonction de socialisation est bien sûr centrale, afin de permettre à une communauté de se doter de règles qui pourront lui permettre de continuer à exister. Mais les deux auteurs soulignent l'importance de ces institutions pour construire des rapports d'entraide (comme la sécurité sociale) tout en soulevant l'ambivalence de la finalité des institutions (favoriser la compétition, notamment économique). Mais, par contre, ils ne traitent pas de la capacité de ces institutions à maintenir la dynamique globale d'une société et notamment sa capacité à gérer les infrastructures qu'elle a créée.

C'est notamment le cas au regard de la gestion de la violence[5]. L'État détient, selon la formule convenue, du monopole de la violence légitime. Or, si régulièrement, on retrouve l'hypothétique phase de violence dans les récits de l'effondrement, on ne trouve pas de réponse institutionnelle à la régulation de cette violence. Ce qui nous attends, estime Jem Bendell, « c'est un changement climatique brutal et probablement incontrôlable, avec, dans son sillage, des famines, des destructions, des déplacements forcés, des épidémies et des guerres. [6]» Mais comment anticiper sur ces situations de violence et construire une politique étatique en mesure d'en limiter les effets ? La collapsologie préfère proposer une vision avant tout morale, des solutions non insurrectionnelles, délégitimant le recours à la violence (verbale ou physique), préconisant l'élaboration de régulations non-violentes (en mobilisant la vision positive de l'entraide – même si le concept a du mal à se construire dans le temps, notamment lorsque les périodes de solidarités s'estompent). Les collapsologues ont tendance à un peu rapidement évoquer l'idée qu'il serait facilement

---

[1] « « la résilience comme la part manquante de la durabilité parce que de cette manière elle intervient dans un contexte de justice sociale. » Hopkins R., Astruc L., *Le pouvoir d'agir ensemble ici et maintenant*, Arles, Actes Sud, 2015, p. 75.

[2] Asanuma-Brice C., *Fukushima, 10 ans après. Sociologie d'un désastre*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2021.

[3] Jolly É., *Günther Anders. Une politique de la technique*, Paris, Michalon, 2017, p. 88.

[4] Servigne P., Chapelle G., *L'entraide, l'autre loi de la* jungle, Paris, LLL, 2019, p. 142-143.

[5] Villalba B., « La relation à la violence dans les théories de la transition. Éthique de l'esquive », *in* Hess G., Pelluchon C., Pierron J.-Ph., *Humains, animaux, nature. Quelle éthique des vertus pour le monde qui vient ?* Paris, Hermann, 2020, p. 87-100.

[6] Bendell J., *Adaptation radicale. Effondrement : comprendre, ressentir, agir*, Paris, LLL, 2020, p. 38. Et de renvoyer en note, au livre de Servigne et Stevens (2015).

possible de « dépasser la compétition entre les groupes [1]», car « non seulement les humains possèdent de réelles dispositions à l'entraide, mais un milieu hostile et/ou compétitif favorise l'apparition de cette dernière ! [2]» C'est davantage l'invocation ritualisée au dépassement des rivalités mimétiques par un surcroit de bienveillance réciproque[3] qui est mobilisée, plutôt qu'une analyse en terme de construction et d'équilibrage des compétitions par le biais d'institutions pérennes. Il faut alors relever le manque de précision des conditions formelles d'instauration de cette réciprocité, notamment par le biais d'institutions adaptées. Ainsi, « il est logique de penser que, dans un premier temps, de graves catastrophes provoqueront l'émergence d'actes prosociaux (solidarité, altruisme, entraide), mais que, quelque temps plus tard, si aucun mécanisme institutionnel (même précaire) n'est mis en place, un chaos social s'installera. [4]». De même, s'il est fait appel aux travaux de l'anarchiste Kropotkine pour valoriser cette politique d'entraide, les analyses minimisent l'importance qu'il accordé aux dimensions institutionnelles même décentralisées, même fédératives[5], pour construire ces rapports « d'entr'aide [6]». Par conséquent, quel est ce « mécanisme institutionnel » nécessaire pour à la fois réguler cette phase de compétition et permettre l'émergence d'une nouvelle « mythologie » de la solidarité ? On ne trouve que peu d'indications sur ses contours, ses moyens, ses procédures coercitives ou de régulations. Par contre, il est souvent fait références aux valeurs qui devront l'animer.

Bien souvent, les collapsologues insistent sur la période d'effondrement des institutions, et insistent davantage sur la nécessité d'un réinvestissement local pour préserver la continuité des communautés locales. S'agit-il de supposer qu'il n'est pas utile de se battre pour les institutions démocratiques représentatives, au motif qu'elles seront emportées par les vagues de l'effondrement ? Là encore, le local devient le lieu privilégié de l'expression des formes de gouvernance : l'inventivité est réelle sur les manières de construire une relation politique démocratique à cette échelle, en tenant compte à la fois des aspirations de chacun et de l'élaboration d'un dessein collectif[7]. Tant qu'à tenter d'atténuer les chocs de l'effondrement, autant s'investir dans la création de communautés locales résilientes[8]. Cette priorité localisée peut expliquer la faiblesse de leurs contributions programmatiques du fonctionnement des institutions nationales et internationales. Par exemple, on ne trouve pas beaucoup de trace de compléments, propositions d'évolution, d'approfondissement aux visées de la démocratie écologique proposée par certains auteurs (D. Bourg, K. Whiteside, B. Latour, J. Barry…). De la même manière, on ne trouve guère de pages consacrées à la construction d'un État écologiste[9] qui pourrait prendre en charge les menaces dans le temps long. Par ailleurs, la dimension nationaliste des États-Nations, soucieux de préserver l'intérêt premier de leur population,

---

[1] Servigne P., Chapelle G., *L'entraide, l'autre loi de la* jungle, Paris, LLL, 2019, p. 209-212. La principale difficulté provient d'une confrontation rapide d'exemple historique (l'Europe d'après-guerre) ou de situations particulières (notamment des expériences psychosociales).

[2] Servigne P., Chapelle G., *L'entraide, l'autre loi de la* jungle, Paris, LLL, 2019, p. 302.

[3] Qui passe par une politique d'éducation « pour s'opposer sans se massacrer », Wallenhorst N., *Mutation. L'aventure humaine ne fait que commencer*, Paris, Le Pommier, 2021, p. 200.

[4] Servigne P., Chapelle G., *L'entraide, l'autre loi de la* jungle, Paris, LLL, 2019, p. 303.

[5] Garcia R., *Pierre Kropotkine et l'économie par l'entraide*, Paris, Le passager clandestin, 2019.

[6] Kropotkine P., *L'entr'aide, un facteur de l'évolution*, (1er éd. 1906, rééd. 1936), Les éditions de l'invisible, 2011.

[7] Alonso B., Guiochon C., *Permaculture humaine*, Paris, Ecosociété, 2017.

[8] Baker Carolyn, *L'effondrement. Petit guide de résilience en temps de crise*, Écosociété, 2016.

[9] Voir la contribution d'Eckersley R., *The Green State: Rethinking Democracy and Sovereignty*, Cambridge-London, MIT Press, 2004, même si elle ne s'élabore pas à partir d'une vision effondriste mais alarmiste de la situation écologique.

n'est guère traitée. Quoiqu'il en soit, on peut constater le décalage entre la prise en compte d'une dégradation globale du système politique et le défaut de réponse institutionnelle globale de la part des collapsologues.
Le décalage est encore plus patent dès lors qu'on s'interroge sur les propositions internationalistes des collapsologues. Ils s'appuient sur l'imaginaire d'une gouvernance planétaire mondiale, à même de prendre des mesures globales pour minimiser les effets des crises écologiques. Par exemple, en insistant sur la capacité transformatrice des territoires (que ce soit au niveau micro-local comme des biorégions), on tend à diminuer l'influence des interactions globales[1]. Cependant, ils ne précisent guère les conditions formelles de cette gouvernance écolocratique mondiale, notamment sur l'équilibre à construire entre les collèges technocratiques (comme les experts scientifiques, tel le GIEC, dont les évaluations et les préconisations ne sont pas soumis à l'appréciation démocratique), entre les grandes multinationales matérielles et immatérielles (et leur capacité à s'émanciper des pouvoirs territoriaux) et les institutions proprement politiques (ONU, Union Européenne, etc.). Face à ces apories, on ne peut être que surpris par la virulence des dénonciations qui estiment que les orientations politiques préconisées par les collapsologues aboutiront-elles à produire une vision autoritaire du pouvoir politique[2] !

Concilier les ruines

Les collapsologues ont consciences qu'il « reste encore beaucoup de chose à dire [3]», et surtout, « tout reste à faire [4]». Cela concerne notamment la manière d'incorporer la présence des menaces et des *ruines irréversibles* dans chacun des récits de transition. Ces ruines constituent des accélérateurs et des amplificateurs des conséquences du chaos climatiques. Elles ne se substituent bien évidemment pas aux priorités issues de la gestion des effets climatiques et de l'effondrement de la biodiversité, mais elles fragilisent la capacité de résilience en accentuant la pression globale et de longue durée.
L'évolution de la perception des dimensions de la menace peut se faire par une transformation de la perception intérieure de la menace. C'est pourquoi, contrairement à ce que disent de nombreux opposants à la collapsologie, l'importance que celle-ci accorde à ce cheminent intérieur est essentielle. Il faudra mobiliser la puissance de l'émotivité, comme nous y invite Anders, pour saisir l'ampleur de la puissance atomique, afin de pouvoir agir à la hauteur de ses conséquences. Or, bien trop souvent, cette recherche de transition intérieure a comme objectif d'atteindre une forme de réconciliation intime, destinée à assurer une meilleure connexion au monde. C'est taire, à peu de frais, la violence de ce monde technologique, de l'obligation qu'il nous impose de gérer les déchets sur plusieurs milliers (millions ?) d'années. Construire des îles pacifiées, harmonieuses, neutres en carbone, etc. sans les construire à partir de la présence permanente des menaces nucléaires est un peu vain, car ces dernières entraînent la possibilité d'un péril infinie sur la vie. Aucun lieu en France n'est éloigné à plus de 300 kilomètres de la moindre installation nucléaire (centrales, centres de stockage, sites militaires…) ; beaucoup sont en proximité avec l'itinérance nucléaire (armements circulant dans les sous-marins, les

[1] C'est le cas de la gestion des espèces invasives, qui risquent de perturber les possibilités de production alimentaire locale. Il serait intéressant de produire une politique de la fluidité, c'est-à-dire une politique de gestion ouverte des territoires (au-delà des espaces de vie de la communauté), afin de faciliter
[2] C'est une pente que les critiques décrivent comme automatique, voir Pelletier Ph., *Effondrement et capitalisme vert. La collapsologie en question*, ed. Nada, 2020, p. 295 ;
[3] Servigne P., Chapelle G,, *L'entraide, l'autre loi de la* jungle, Paris, LLL, 2019, p. 11.
[4] Sinaï A., Stevens R., Carton H., Servigne P., *Petit Traité de résilience locale*, Paris, éd. CLM, 2015, p. 13.

transports terrestres, trains de déchets roulant anonymement sur les rails…) ; et tous sont soumis à la présence continue de la potentialité des bombes étrangères. De plus, il n'y aura pas de possibilité de secours possible : les autres îles seront confrontés aux mêmes effets. On pourrait aussi prendre l'exemple de la pandémie de la Covid. Comment les biorégions auraient-elles réussies à contenir la propagation de l'épidémie et à produire des systèmes sanitaires adaptés aux conséquences de la contagion[1] ? Il en est de même des risques dans la rupture des chaînes d'approvisionnement (sur le plan alimentaire, sanitaire et énergétique) ou de la maintenance des infrastructures[2]. Évaluer, mesurer, réagir aux risques épidémiques mondiaux supposent une puissance d'intervention, une expertise scientifique hors de portée des capacités locales. Comment ces espaces locaux seraient-ils en mesure d'assumer la charge financière du maintien des infrastructures locales de santé, de soutiens aux activités économiques indispensables ? Bien sûr, on pourra toujours avancer que la localisation renforcée des individus limitera cette pression anthropique et réduira les risques de zoonoses. À condition toutefois d'être déjà certains que les seuils de basculement[3] ne sont pas déjà atteints. Par ailleurs, ce ne sont pas seulement les communautés humaines qui sont concernées par ces risques globaux, mais l'environnement dans sa viabilité générale.

Construire une politique de transition à partir de la perspective collapsologiste nécessitera de prendre en compte la présence diffuse de ces *ruines irréversibles* : *avant* l'effondrement (réduire la possibilité d'augmenter le stock de ces ruines), *pendant* l'effondrement (assurer une politique de sécurisation des lieux), *après* l'effondrement (maintenir une politique de gestion de sécurité, en connaissance, en moyens humains spécialisés, en sécurité militaire). Il est nécessaire d'inventer, rapidement, une « mutation » anthropologique d'ampleur, « incontrôlable et créatrice » mais qui « intègre la finitude qui est la sienne [4]» comme le rappelle Nathanaël Wallenhorst. Dans ce travail, l'imaginaire collapsologiste a toute son importance, car c'est la seule proposition à proposer un récit politique à partir du constat du monde tel qu'il devient et non pas de continuer à le construire en fonction de ce que nous voudrions qu'il soit. Une politique du probable et non du souhaitable.

---

[1] Keck F., *Signaux d'alerte. Contagion virale, justice sociale, crises environnementales*, Paris, Desclée de Brouwer, 2020.

[2] Cela a révélé quelques défaillances en cas de maintien de l'absence de personnels spécialisés : « En l'espace de quelques mois, le coronavirus a bouleversé le planning des fournisseurs d'électricité et réduit les effectifs dans les centrales nucléaires. », *Le Figaro*, 19/11/2020

[3] Pour une présentation « objective » de cette notion : https://lejournal.cnrs.fr/articles/existe-t-il-un-point-de-non-retour-dans-les-ecosystemes

[4] Wallenhorst N., *Mutation. L'aventure humaine ne fait que commencer*, Paris, Le Pommier, 2021, p. 35.